



# VILLE DE CHATELET

PROVINCE DE HAINAUT – ARRONDISSEMENT DE CHARLEROI

---

DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL  
A ETE EXTRAIT CE QUI SUIT :

SEANCE DU 07 OCTOBRE 2013

PRESENTS : Mesdames & Messieurs

VANDERLICK

Bourgmestre – Président

DUPANLOUP, CATTALINI, TOUSSAINT,

ABAD GONZALEZ, BEKLEVIC A., MATHY M.,

Echevins

SEVRIN, DURIEU, BOGAERT, CHARDON, MASSIN, LARDINOIS,

DINEUR, RAPTIS, BIRON, TUVERI, VANDENBOSCH, VAN HAUVE,

SANTORO, MABILLE, ANCIA, CELLIERES, MICHEL, BLAMPAIN,

CREBEYCK, IHIRROU, PELLITTERI, JUGLARET, MATHY J.P., BAU,

RAEYMACKERS, MAGNIET

Conseillers

CLERICK

Secrétaire

---

OBJET N° 17

Indice : 1.6.13.2.22

**ADMINISTRATION GENERALE – SERVICES FISCAUX ET FINANCIERS – IMPOT COMMUNAL SUR LES DEBITS DE BOISSONS.**

Le Conseil communal délibérant en séance publique,

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales;

Considérant que la situation financière de la Ville nécessite son renouvellement;

Sur proposition du Collège communal;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu les dispositions de la nouvelle loi communale;

~~A L'UNANIMITE,~~

PAR

28 OUI

0 NON

2 ABSTENTIONS

DECIDE :

**Article 1** : Il est établi, pour les exercices 2014 à 2019, un impôt communal sur les débits de boissons à charge des débiteurs de boissons fermentées et/ou spiritueuses.

**Article 2** : Est considéré comme débiteur de boissons, quiconque vend des boissons fermentées et/ou spiritueuses.

Toutefois, n'est pas considéré comme débit de boissons, l'hôtel, la maison de pension ou tout établissement analogue quand le débit de boissons n'a lieu qu'en même temps que les repas et aux heures de ceux-ci.

Le présent règlement n'est pas applicable aux distillateurs ni aux personnes se livrant exclusivement au commerce de gros ou de demi-gros à moins qu'ils ne débitent ces boissons, au détail.

**Article 3** : L'impôt est calculé d'après le chiffre d'affaires annuel de chaque exploitation tenue séparément par toute personne ou association.

Le chiffre d'affaires s'élève au total des ventes effectuées en boissons hors taxes (TVA et droits d'accises). Elle est établie selon le tarif suivant :

<u>Débites réalisant un chiffre d'affaires de :</u>		<u>Montant impôt :</u>
620,00 euros et en dessous	====>	7,50 euros
De 620,01 euros à 992,00 euros	====>	10,00 euros
De 992,01 euros à 1 487,00 euros	====>	12,50 euros
De 1 487,01 euros à 1 983,00 euros	====>	17,50 euros
De 1 983,01 euros à 2 479,00 euros	====>	24,75 euros
De 2 479,01 euros à 2 975,00 euros	====>	31,00 euros
De 2 975,01 euros à 3 718,00 euros	====>	43,50 euros
De 3 718,01 euros à 4 958,00 euros	====>	55,75 euros
De 4 958,01 euros à 6 197,00 euros	====>	68,00 euros
De 6 197,01 euros à 7 437,00 euros	====>	80,50 euros
De 7 437,01 euros à 8 876,00 euros	====>	99,00 euros

Lorsque le chiffre d'affaires dépasse 8 876,00 euros, l'impôt sera majoré de 18,60 euros par tranche de 1 239,00 euros.

**Article 4** : La classification est déterminée comme suit :

3. Pour les exploitations ouvertes pendant toute l'année qui précède celle de l'imposition, à raison du chiffre d'affaires réalisé pendant ladite année ;
4. Pour les exploitations ouvertes pendant au moins trois mois au cours de l'année qui précède celle de l'imposition : à raison du chiffre d'affaires réalisé pendant la période d'exploitation, rapporté à l'année entière.
5. Pour les exploitations ouvertes pendant moins de trois mois au cours de l'année qui précède celle de l'imposition, ainsi que pour celles qui s'ouvriront au cours de l'exercice : à raison du chiffre d'affaires réalisé pendant les trois premiers mois d'exploitation rapporté à l'année entière.

**Article 5** : L'impôt est dû à partir du semestre pendant lequel l'exploitation a été ouverte. Sont exonérés de l'impôt, les établissements qui n'ont pas été exploités pendant trois mois au moins pendant le cours de l'année qui donne son nom à l'exercice.

**Article 6** :

1. L'exploitant qui cesse son débit dans le courant du premier semestre peut obtenir le dégrèvement de la moitié de son imposition en s'adressant au Collège communal dans le délai prescrit à l'article 11 ci-après.
2. Les héritiers d'un exploitant décédé au cours du premier semestre ne sont pas en droit de solliciter le dégrèvement de moitié de la cotisation établie à charge de la personne décédée, s'ils ont continué l'exercice du commerce pendant le reste de l'année, faculté qui leur est assurée sans qu'ils soient tenus de souscrire la déclaration prescrite à l'article 7.

Annexe n°1 au PV du Conseil communal du 07/10/2013, objet n°17

3. Aucune exonération n'est accordée quand la cessation se place dans le courant du deuxième semestre.

**Article 7** : L'impôt est perçu par voie de rôle. Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et de l'arrêté-royal du 12 avril 1999, déterminant la

procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

**Article 8** : Chaque année, l'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer dûment remplie et signée dans le délai prévu.

A défaut de déclaration ou en cas d'insuffisance de celle-ci, il sera fait application de l'article L 3321-6 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Le taux de majoration est de 200 % en plus de l'impôt de base.

**Article 9** : La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon, pour l'exercice de la tutelle spéciale d'approbation prévue par l'article L 3131-1 § 1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

---

PAR LE CONSEIL :

Le Secrétaire,  
(s) N. CLERICK

Le Président,  
(s) D. VANDERLICK

POUR EXTRAIT CONFORME :

Pour le Directeur général f.f.,  
(Délégation du 01/09/13)

Pour le Bourgmestre,  
L'Echevin délégué,  
(Délégation du 07/12/12)

O. GERARD  
Chef de service administratif

M. MATHY